

## **L'Education Nationale et le grand débat national : un pilier de notre démocratie sacrifié sur l'autel du néo libéralisme macronien**

### **Communiqué du Parti Socialiste des Hautes-Pyrénées**

Fiscalité, dépenses publiques, transport, démocratie citoyenne, institutions, ... les thèmes prévus pour « grand débat national » organisé par le gouvernement sont variés et multiples. Mais il y a un absent de taille dans cette longue liste : l'Education. Où sont passées les questions sur l'Education et sur les jeunes dans la réflexion pour la construction de notre société de demain ? On se réjouit chaque année d'avoir un plus grand nombre de lycéens qui réussissent leur BAC. Mais le fait d'avoir désormais atteint l'objectif politique de 80% d'une classe d'âge au niveau bac fixé par M. Chevènement, alors ministre socialiste de l'Education en 1985, aurait-il résolu toutes les questions de formation de notre jeunesse ? Cet objectif a été atteint en juin 2017 sous le ministère socialiste de Mme Valaud-Belkacem où 79% d'une génération a réussi le bac et désormais, dans les politiques éducatives de l'Etat « Macroniste », c'est : circulez, il n'y a plus rien à débattre sur l'Education. Et pourtant...autres chiffres beaucoup plus inquiétants il y a en 2017 en France 16,5 % de personnes entre 15 et 29 ans ni en emploi ni en formation, soit une progression de 2 points depuis 2007 ! Depuis 2017, Emmanuel Macron et son ministre de l'Education et de l'enseignement supérieur Jean-Michel Blanquer, enchainent les réformes qui modèlent, sans le dire, un nouveau système éducatif : Parcoursup, réformes du lycée, du BAC et des programmes, augmentation des frais d'inscription (pour les étudiants non européens aujourd'hui... et demain ?) autant de décisions prises sans réelle concertation, parfois même contre l'avis du Conseil Supérieur de l'Education, instance consultative qui rassemble tous les acteurs de la communauté éducative, et dans certains cas sous forme de décrets ou d'arrêtés ne nécessitant pas de débat parlementaire. Ce puzzle politique et idéologique qui se construit ainsi pièces à pièces sans véritablement s'afficher, dessine un nouveau modèle d'Ecole, un système à 2 vitesses où le Privé prend de plus en plus de place. D'un côté les lycées généraux des métropoles, avec plus de moyens et une palette de formations plus large et de l'autre les lycées en zones rurales ou en banlieues qui auront accès à un nombre de spécialités plus faible. D'un côté les étudiants dont les parents pourront payer une formation privée faute de places dans l'enseignement supérieur public et de l'autre les bacheliers qui n'auront pas les clés d'un système d'orientation tellement complexe que des coaches privés proposent désormais leurs services pour aider les familles à dans le labyrinthe des formations et qui vont se retrouver dans des filières qui ne les intéressent pas. Et en illustration du retour de

cette idéologie politique élitiste et inégalitaire, il faut rappeler les moyens consacrés à l'Education Nationale et quelques chiffres indicateurs vérifiables des changements de cap en la matière. Ainsi de 2005 à 2012 il y a eu 85 000 postes supprimés par les gouvernements de droite Chirac-Sarkozy alors que de 2012 à 2017 il y eu 60 000 postes créés par les gouvernements Hollande, et aujourd'hui, en 2019, le gouvernement Macron supprime 1 600 postes au ministère de l'EN dont 2 600 postes d'enseignants dans le second degré, collège et lycée alors qu'il y a environ 40 000 élèves de plus par an dans ces établissements : ce retour aux suppressions de postes montre bien où se situe la priorité de ce gouvernement ! Et dans nos départements ruraux justement, les Hautes-Pyrénées par exemple ? Prenons justement cet indicateur des moyens.. Dans le 65, ce sera l'équivalent de 9 postes supprimés dans le 1 er degré et de 45 postes dans le second degré, correspondant à environ 3% des postes d'enseignants sur les Hautes-Pyrénées pour une démographie en baisse nous justifie-t-on.. 192 élèves de moins dans les collèges et lycées ! 192 élèves répartis sur tout le département et qui justifieraient cette ponction inadmissible, qui prive nos enfants d'une qualité d'enseignement digne de notre république ! Lourd, très lourd tribu payé par les enfants de notre département à cette idéologie néo libérale du gouvernement Macron. Un département rural où il fait bon vivre nous dit-on..vous avez la montagne et le soleil nous dis-t-on (un ministre en visite dans notre département).. comme s'il fallait s'en contenter.."la misère est moins pénible au soleil" chantait Charles Aznavour..c'est ce monde que veut promouvoir ce gouvernement pour nous pour nos enfants ? Le Parti Socialiste des Hautes-Pyrénées, porteur des valeurs de progrès social, d'une éducation émancipatrice pour tout le territoire, pour tous les territoires de notre pays mais aussi pour tous les enfants où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, demande que l'Education revienne au coeur des préoccupations de nos dirigeants et que les moyens octroyés à son ministère soit à la hauteur des ambitions affichées pour notre pays.

Pour le Parti socialiste des Hautes Pyrénées,

Christophe Cavallès